



MAKEDA®

Intelligence

LABORATOIRE DE RÉFLEXION STRATÉGIQUE AFRICAIN

RÉFLEXIONS SUR LA PAUVRETÉ ET LE SOUS- DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE

2025

SERIE 1 - PARTIE 3 : LE BURKINA FASO

Par Spero MENSAH Ph.D

MAKEDA *Intelligence*

Cotonou, BENIN

www.makedaintelligence.org

PROBLÉMATIQUES DE LA PAUVRETÉ ET DU DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

SÉRIE 1, PARTIE 3 : LE BURKINA FASO

PRÉAMBULE

A la suite du Bangladesh, nous allons, dans cette Partie 3 de la Première Publication, présenter les résultats de nos recherches et analyses sur le Burkina Faso.

Pour les pays africains, nous avons jugé nécessaire d'approfondir les parcours socio-politiques et d'interroger rigoureusement les événements marquants depuis les indépendances dans le but d'améliorer notre connaissance de l'histoire récente de l'Afrique et de porter des analyses plus pointues sur les causes de la pauvreté et les promesses du développement. Dans cet esprit, nous allons consacrer une analyse plus étendue sur les ressources naturelles et sur certains des personnages qui ont marqué les pays étudiés, leurs réformes et erreurs.

4.2 BURKINA FASO (POPULATION : 23 MILLIONS, PIB : 19.7 MD USD/2023).

Avec une superficie d'environ 274 220 km² le Burkina Faso est un pays sahélien enclavé situé au cœur de l'Afrique de l'Ouest et entouré par le Mali au nord et à l'ouest, le Niger à l'est, le Bénin au sud-est, le Togo et Ghana au sud, et la Côte d'Ivoire au sud-ouest.



Figure 4.2.1 : Carte Géographique du Burkina Faso

4.2.1 Brève Revue Historique

Colonie française en 1919, dissoute en 1932 et répartie entre le Mali, la Côte d'Ivoire et le Niger, puis rétablie en 1947 pour contrer l'influence du Rassemblement Démocratique Africain (RDA), un parti anticolonial, la Haute-Volta a servi de réservoir de main-d'œuvre pour les plantations de cacao et de café en Côte d'Ivoire, ainsi que pour les chantiers d'infrastructures en Afrique de l'Ouest sous un régime de travaux forcés et d'impôt colonial. L'indépendance de la Haute-Volta a été Proclamée le 5 août 1960.

4.2.1.1 Les Régimes Politiques

Dans le Tableau 4.2.1, nous faisons un relevé chronologique des différents régimes ou systèmes politiques qui ont gouverné le Burkina Faso depuis les indépendances à nos jours.

Tableau 4.2.1 Relevé Chronologique des Régimes et Systèmes Politiques depuis 1960

Période	Système politique	Chefs d'État marquants
1960-1966	République présidentielle (parti unique) UDV-RDA ; Régime Autoritaire. Yaméogo est réélu en 1963 avec 99,99 % des voix.	Maurice Yaméogo
1966-1983	Le 3 janvier 1966 Yaméogo est renversé par un coup d'État militaire mené par le général Sangoulé Lamizana, qui instaure un régime militaire. Lamizana gouverne d'abord via un conseil militaire, puis organise des élections en 1970 pour une transition vers un système civil. Le 8 février 1974 un autre coup toujours orchestré par le général Aboubacar Sangoulé Lamizana qui suspend la constitution pour un retour à un régime plus autoritaire, avec Lamizana exerçant un contrôle accru, proche d'une dictature militaire avec le Colonel Saye ZERBO comme Ministre des Affaires Étrangères. Le 25 novembre 1980, un coup d'État militaire dirigé par le colonel Saye Zerbo ; Le 7 novembre 1982, un autre coup d'État par le Commandant Jean-Baptiste Ouédraogo qui met en place le Conseil de Salut du Peuple (CSP), avec Thomas SANKARA qui devient Premier ministre en Janvier 1983, mais est arrêté en mai 1983.	Sangoulé Lamizana ; Saye Zerbo ; Jean-Baptiste Ouédraogo
1983-1987	Le 4 Aout 1983 un Coup d'État mené par Thomas SANKARA et Blaise COMPAORE, qui renversent le gouvernement de Jean-Baptiste Ouédraogo et instaurent le Conseil national de la révolution (CNR), lançant une révolution socialiste. SANKARA instaure un régime révolutionnaire marxiste-léniniste et rebaptise le pays Burkina Faso ("Pays des Hommes intègres") en 1984.	Thomas SANKARA
1987-2014	Le 15 Octobre 1987: SANKARA est assassiné lors d'un coup d'État mené par son ancien compagnon, Blaise COMPAORE qui devient Président de la République. En 1991 : Proclamation d'une nouvelle constitution (République semi-présidentielle multipartite). La vie politique est monopolisée par le parti de Blaise COMPAORE, le Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP) avec Révisions constitutionnelles controversées, dont la suppression de la limite des mandats. 2014 (Octobre) : Soulèvement et insurrection populaire contre la tentative de Blaise COMPAORE de modifier à nouveau la constitution pour prolonger son règne.	Blaise COMPAORE
2015-2022	Septembre 2015 : Tentative de coup d'État : Général Gilbert Diendéré, chef du Régiment de Sécurité Présidentielle (RSP), tente de renverser le gouvernement de transition avant les élections prévues. Le président intérimaire Michel Kafando et le Premier ministre Isaac Zida sont pris en otage. Le coup échoue après une mobilisation populaire et la pression de l'armée loyaliste. 29 Novembre 2015 : Élection de Roch Marc Christian Kaboré. Le pays doit faire face à une crise sécuritaire croissante avec des attaques djihadistes	Roch Marc Christian Kaboré
2022-	24 janvier 2022 : Coup d'État militaire mené par le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba ; Le 30 septembre 2022 : Un autre coup d'État mené par le capitaine Ibrahim Traoré	Paul-Henri Sandaogo Damiba ; Ibrahim Traoré

4.2.1.2 Rebellions et Terrorismes Jihadistes : Origines, Causes et Impacts

Il est malheureusement impossible de faire une revue historique du Burkina Faso depuis les indépendances sans invoquer les problèmes de souveraineté territoriale et d'insécurité imposés par les rebelles et jihadistes dans les régions du Sahel. Même si les conséquences de cette situation ont des impacts profonds sur la pauvreté et le développement, la complexité requise pour analyser la rébellion jihadiste dépasse largement l'ambition et les objectifs de la présente publication. Nous allons donc ici volontairement faire seulement un résumé sur les origines, les causes et les impacts des actions des rebelles et terroristes jihadistes au Burkina Faso.

Origines de l'insurrection Jihadiste : La crise libyenne, aggravée par la chute de Mouammar Kadhafi en 2011, a entraîné des répercussions profondes sur les pays du Sahel, en particulier le Mali, le Niger et le Burkina Faso.

Avant de continuer il convient de poser la question suivante : Pourquoi la Mauritanie, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, et l'Egypte ont été relativement beaucoup moins affectés par le terrorisme Jihadiste issu de la crise Libyenne ? Les réponses à cette question, jettent un éclairage édifiant sur les cas du Burkina Faso, Mali et le Niger. Même si l'histoire du Jihadisme en Algérie et sa résolution sont antérieures à la crise Libyenne, en général les pays moins affectés présentent tous les caractéristiques suivantes :

- 1. Forte gouvernance et présence de l'état sur toute l'étendue du territoire national,
- 2. Un appareil sécuritaire, de défense, et de renseignement aguerri, équipé, et efficace,
- 3. Absence de foyers de discriminations et de marginalisation d'ethnies et de rebellions locales qui offriraient des vecteurs de pénétration et de propagation du terrorisme Jihadiste.

Ceci explique un peu pourquoi c'est seulement après la chute de Blaise COMPAORE, que l'Insurrection jihadiste au Burkina Faso débuta en **2015**, marquée par des attaques ciblant les forces de sécurité près des frontières malienne et nigérienne. Les premiers groupes impliqués sont **Ansar Dine** (venu du Mali) et **Ansarul Islam** (fondé par l'imam burkinabè Ibrahim Malam Dicko en 2016). Ces groupes s'allient ensuite à des réseaux transnationaux comme le **GSIM** (lié à Al-Qaïda) et **l'EIGS** (État Islamique au Grand Sahara).

Après le décès d'Ibrahim Malam Dicko en 2017 alors qu'il se cachait des forces françaises de Barkhane dans la dense forêt de Foularé, à la frontière entre le Burkina Faso et le Mali, ses frères Jafar Dicko, le nouvel émir, et Ousmane Dicko ont pris la relève.

Causes de la Montée du Jihadisme : Plusieurs facteurs expliquent l'enracinement et l'expansion des groupes jihadistes :

- Défaillances étatiques et Crise sécuritaire post-COMPAORE : l'absence de l'état dans les régions frontalières Mali/Niger et le départ forcé de Blaise COMPAORE en 2014 affaiblissent l'armée et les services de sécurité, créant un vide exploité par les jihadistes. Il faut ajouter que les conséquences de l'absence de l'état combinées à la réponse militaire brutale (exécutions extrajudiciaires, tortures) alimentent le ressentiment contre l'État, facilitant le recrutement jihadiste.
- La Pauvreté, la Marginalisation des zones rurales, et les Conflits intercommunautaires : Les frustrations liées au manque d'infrastructures, aux conflits fonciers, aux tensions intercommunautaires, et à la corruption poussent des populations à rejoindre les insurgés. Les Peuls, historiquement victimisés et souvent stigmatisés, sont particulièrement recrutés.
- Influence régionale : La porosité des frontières avec le Mali et le Niger permet aux groupes comme le GSIM et l'EIGS d'étendre leurs influences. Certains anciens membres du Régiment de Sécurité Présidentielle (RSP) de COMPAORE auraient même rejoint Ansarul Islam.
- Jihadisme International : Les mouvements jihadistes burkinabè s'intègrent dans les réseaux d'Al-Qaïda et de l'EI à travers des affiliations idéologiques, des soutiens logistiques, stratégiques, expertise militaire, et parfois des rivalités : Affiliation avec Al-Qaïda (GSIM/JNIM) et Affiliation avec l'État islamique (EIGS)

Impacts Majeurs : Les conséquences sont dévastatrices sur plusieurs plans :

- **Humanitaire** :
 - Plus de 2 millions de déplacés internes (dont 60 % d'enfants) fuient les violences.
 - Fermeture de 5 500 écoles privant près d'un million d'enfants d'éducation.
 - Crises alimentaires et sociales dues aux blocages jihadistes empêchant l'accès aux champs et marchés et ciblage des églises et attaques intercommunautaires pour exacerber les tensions religieuses et ethniques.
- **Sécuritaire** :
 - Instabilité politique : Deux coups d'État en 2022 (Damiba puis Traoré) liés à l'incapacité à contrer le terrorisme.
 - Atteintes aux droits humains : Exactions commises à la fois par les jihadistes (massacres, enlèvements) et les forces gouvernementales (violences contre les Peuls).

• Géopolitique :

- Des régions entières (comme Djibo) sont sous contrôle jihadiste, isolées du reste du pays.
- Retrait de la France (fin de l'opération Barkhane en 2022) et arrivée de mercenaires russes (Africa Corps ex-Wagner).
- Risque de contagion vers les pays côtiers (Bénin, Cote d'Ivoire, Ghana, et Togo), où des attaques jihadistes ont souvent été signalées.

Dans nos recherches sur l'histoire des rebellions et terrorismes Jihadistes dans le Maghreb et au Sahel, les expériences Algériennes et Marocaines ont démontré que le tout militaire n'a jamais été la solution.

Etant donnée la configuration particulière des trois Etats de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) et la multitude de frontières poreuses avec les Etats côtiers, ***le Modus Operandi actuel de l'AES et la politique du "Containment" de tous les autres Etats Côtiers, de la Mauritanie au Nigeria, ne sont pas adaptés.***

Nous voulons lancer l'alerte ici : En considérant l'histoire du Jihadisme international en général et au Sahel en particulier, les risques de propagation et d'embrasement dans toute la CEDEAO sont potentiellement très élevés. ***La réponse doit être régionale (UEMOA, CEDEAO) et globale avec des partenaires stratégiques qui ont aussi des intérêts objectifs à éradiquer le terrorisme jihadiste dans la région. Cette solution régionale et globale doit impérativement suivre une approche intégrée combinant développement rural, justice sociale, dialogues communautaires, et collaborations actives avec tous les Pays limitrophes et soutenue par une action militaire massive et coordonnée.***

4.2.2 Revue des Ressources Naturelles et de leurs impacts.

Le Burkina Faso, pays sahélien et enclavé, possède des ressources naturelles limitées organisées autour des secteurs agricole et minier.

NB : Nous avons consolidé cette section dans le Fichier 2025 07 Burkina Faso Annexe 1.

4.2.3 Évaluation quantitative et qualitative des indicateurs de développement.

4.2.3.1 Analyse des Indicateurs économiques de Développement

Le Tableau 4.2.3 récapitule certains indicateurs de l'évolution économique du Burkina Faso qui méritent d'être analysés attentivement.

Tableau 4.2.3 Burkina Faso: Evolution Indicateurs (2014-2023)											
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	
<u>PIB 2014-2023 (\$Md USD)</u>	12.6	12.9	13.1	14.2	14.9	15.7	16.6	17.5	18.6	19.7	
<u>PIB/Capita 2014-2023 (\$ USD)</u>	732	737	734	765	790	817	843	871	895	918	
<u>Taux de Croissance du PIB (%)</u>	4.3%	4.0%	5.9%	6.3%	6.8%	6.9%	1.9%	6.9%	5.6%	4.8%	
<u>Taux de la Dette (%PIB)</u>	27.3%	29.5%	30.6%	32.2%	35.1%	37.4%	46.9%	49.8%	53.7%	55.6%	
<u>Taux de l'inflation</u>	0.50%	1.00%	0.50%	1.50%	2.00%	5.40%	1.90%	3.50%	18.20%	0.70%	

Depuis les indépendances, avec 8 coups d'Etat militaires et plusieurs supposés coups déjoués, la période révolutionnaire sous SANKARA, le régime autoritaire de Blaise COMPAORE, les rebellions et le terrorisme des djihadistes, et les dérives en cours du régime du Capitaine Ibrahim TRAORE, l'histoire des systèmes politiques du Burkina Faso n'a pas été un modèle de stabilité propice au développement socio-économique. Les coups d'état impliquent souvent une alliance entre militaires divisés, syndicats et partis politiques clandestins, une alliance pour prendre le pouvoir sans vraiment savoir quoi faire avec !

Avec l'exception de la période tumultueuse mais prometteuse de la révolution Sankariste et le long règne relativement pacifique mais stérile de Blaise COMPAORE, la Haute Volta devenue Burkina Faso a connu une descente progressive aux enfers. Le Burkina Faso est pris dans une spirale de violence où causes locales (marginalisation, gouvernance) et dynamiques régionales (réseaux jihadistes sahéliens) se renforcent mutuellement.

Comme nous l'avons exposé dans la section 4.2.2, le Burkina Faso, pays sahélien et enclavé, n'est pas particulièrement doté en ressources naturelles. De plus, le pays est, en raison de sa géographie et de son climat, l'un des pays les plus vulnérables aux catastrophes naturelles causées par les effets du changement climatique.

Sous les effets conjugués de cette quadruple configuration (Instabilité, Insécurité, Ressources limitées, et Vulnérabilité) peu favorable, les conditions de pauvreté et de sous-développement ne se sont pas vraiment améliorées depuis les indépendances. En effet, l'augmentation du PIB a été seulement de 56.4% en 10 ans (2014-2023). Pire, durant la même période, le PIB/Capita a connu une augmentation de seulement 25.4%, ce qui implicitement signifie que la croissance démographique et les conditions décrites plus haut ont détruit le peu de progrès économique. A l'exception de 2022 avec 18.2%, le Taux d'inflation a été généralement maîtrisé, à cause de la performance globale des pays de l'UEMOA et du FCFA.

Concurremment, le taux d'endettement a littéralement doublé passant de 27.3% du PIB, en 2014, à 55.6% du PIB en 2023. Comme pour hypothéquer d'avantage les investissements futurs, les Agences de Notation accordent des notes de BBB- (WARA) à CCC+ (S&P) au Burkina Faso. Les défis sécuritaires et sociaux pèsent lourdement sur ces notations qui influencent fortement la capacité du pays à emprunter à des taux raisonnables et à attirer des investisseurs. Comme l'a déjà fait SANKARA de façon prémonitoire dans son discours du 29 Juillet 1987 à l'OUA, il convient de se poser la question : A quoi a servi cette dette ?

4.2.3.2 Les Systèmes Educatif et de Santé

Depuis l'indépendance, le Burkina Faso a connu de nombreuses réformes éducatives, souvent influencées par les contextes politiques, économiques et sociaux :

- **Période postindépendance (1960–1980)** : L'éducation visait à former une élite administrative. L'école rurale a été introduite pour répondre aux besoins agricoles, mais a été abandonnée faute de résultats satisfaisants !
- **Réformes des années 1980** : Tentatives de révolution éducative sous Thomas SANKARA, avec une volonté de rupture avec l'école coloniale. Certaines de ses réformes ont été interrompues par des changements politiques ultérieurs.
- **Années 1990–2000** : Mise en œuvre des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) et du Plan Décennal de Développement de l'Enseignement de Base (PDDEB), visant à améliorer l'accès à l'éducation de base.
- **Depuis 2000** : Introduction du Programme Sectoriel de l'Éducation et de la Formation (PSEF) et du continuum éducatif (préscolaire à post-primaire). Malgré les efforts, les taux de scolarisation restent faibles, surtout en zones rurales.

Le système de santé burkinabè a également évolué, avec des progrès notables mais aussi des défis persistants :

- Années 1960–1980 : Mise en place d'un réseau de soins de santé primaires, souvent soutenu par des partenaires internationaux.
- Années 1990 : Introduction de la politique de recouvrement des coûts (Bamako Initiative), qui a amélioré l'autonomie des centres de santé mais a limité l'accès pour les plus pauvres.
- Depuis 2000 : Développement de la couverture sanitaire universelle, campagnes de vaccination, lutte contre le paludisme et le VIH/SIDA. Le système reste cependant sous-financé et dépendant de l'aide extérieure.

Les graphiques de la Figure 4.2.6 et les Tableaux 4.2,4 et 4.2.5 résument l'évolution quantitative et qualitative des Systèmes Educatif et de Santé du Burkina Faso depuis les indépendances.

Figure 4.2.6 : Evolution des Systèmes Educatif et de Santé

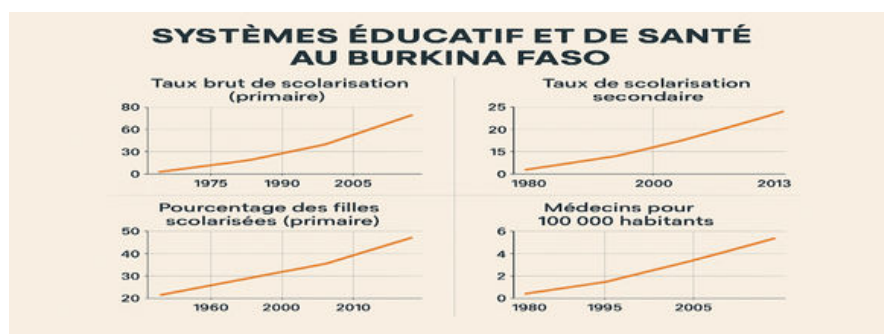


Tableau 4.2.4 Données Récentes System Educatif

Indicateur	Valeur
Taux brut de scolarisation au primaire (2021)	89 %
Taux d'achèvement du primaire (2021)	72 % filles / 62 % garçons
Taux d'achèvement du 1er cycle secondaire	41 % filles / 33,6 % garçons
Taux brut de scolarisation dans le secondaire	41 % filles / 37 % garçons
Taux d'inscription dans le supérieur	12 % hommes / 7 % femmes
Taille moyenne des classes (primaire public)	75 élèves (2004)
Nombre d'élèves par enseignant (secondaire public)	Moyenne : 50 élèves
Taux de redoublement (primaire, 1997/98)	17 %
Taux de réussite au Certificat d'Études Primaires (1998)	30,8 %

Tableau 4.2.5 Données Récentes Système Santé

Indicateur	Valeur
Espérance de vie à la naissance (2021)	Environ 62 ans
Taux de mortalité infantile (2021)	49 pour 1 000 naissances vivantes
Couverture vaccinale DTC3 (2021)	90 %
Accès à un centre de santé de base	Environ 60 % de la population
Nombre de médecins pour 100 000 habitants (2020)	Environ 5
Taux de survie des enfants jusqu'à 5 ans	92 %
Taux de survie des jeunes de 15 ans jusqu'à 60 ans	76 %
Proportion d'enfants sans retard de croissance	75 %

A cause de l'importance déterminante des systèmes éducatifs et de santé sur le potentiel et les capacités à réduire la pauvreté et à rentrer dans le corridor du développement, nous proposons ci-dessous une analyse régionale comparative entre le Burkina Faso, le Mali, le Niger et la Côte d'Ivoire.

Tableau 4.2.6 Systèmes éducatifs – Comparaison

Indicateur (primaire)	Burkina Faso	Mali	Niger	Côte d'Ivoire
Taux brut de scolarisation	88%	77%	72%	94%
Taux d'achèvement du primaire	64%	50%	48%	83%
% d'élèves atteignant le seuil de compétence en lecture (fin de cycle)	56,9%	41,5%	7,6%	26,9%
% d'élèves atteignant le seuil en mathématiques (fin de cycle)	58,8%	45,2%	7,6%	26,9%
% d'enseignants qualifiés	86%	50%	96%	100%
Part du PIB consacrée à l'éducation	4,3%	4,2%	4,5%	4,4%

Tableau 4.2.7 Systèmes de santé – Comparaison

Indicateur	Burkina Faso	Mali	Niger	Côte d'Ivoire
Espérance de vie (2022)	62 ans	60 ans	61 ans	58 ans
Médecins pour 100 000 habitants	~6	~8	~5	~15
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances)	52	60	80	66
Accès aux soins de santé primaires	Inégal, mais en amélioration	Faible en zones rurales	Très limité	Meilleur en zones urbaines
Dépenses de santé par habitant (USD)	~45	~38	~30	~70

Analyse croisée

- Côte d'Ivoire affiche les meilleurs taux de scolarisation et d'achèvement, mais ses performances en lecture et mathématiques restent faibles, malgré un corps enseignant très qualifié. Cela suggère des défis pédagogiques ou structurels.
- Niger est le plus en difficulté, avec des taux très faibles de réussite scolaire et un accès aux soins très limité, malgré un fort taux d'enseignants qualifiés. Ceci n'est pas vraiment une surprise si on intègre le fait que ces enseignants « qualifiés » proviennent eux mêmes de ce système déficient !
- Mali se situe entre les deux extrêmes, avec des défis persistants dans l'éducation et la santé, notamment en zones rurales
- Burkina Faso combine de bons taux d'achèvement et des résultats scolaires au-dessus de la moyenne mais encore avec des défis énormes pour l'accès limité aux soins de santé et l'insuffisance de personnel qualifié dans les deux secteurs.

Pour conclure cette section sur l'analyse des indicateurs économique du développement, il convient de souligner ici que contrairement au Bangladesh, le Burkina Faso à cause de son chaos politique incessant et son déficit sécuritaire, n'a pas été en mesure de déclencher une dynamique économique de progrès, portée par d'autres forces, privées, communautaires ou extérieures. Les progrès réalisés dans le domaine de l'éducation sont encore insuffisants et l'environnement sécuritaire, socio-politique n'a pas permis aux acteurs économiques de les exploiter.

4.2.4 Politiques ou initiatives de Développement

A cause des ruptures, même des cassures, périodiques du processus politique jusque dans l'administration de l'état, notre analyse du cas Burkinabè n'a pas découvert un continuum de facteurs ou d'acteurs de changements qui auraient pu impulser une dynamique durable de développement économique et social. En effet à l'exception notable de la volonté et des slogans de souveraineté nationale qui sont une constante dans le paysage politique depuis les premiers coups d'état, les causes et facteurs du sous-développement entretenu au Burkina Faso, sont multiples et varient avec les différents régimes d'alternance depuis les indépendances.

Pour cette raison, notre analyse des politiques et initiatives de développement va procéder par une revue des quatre phases chronologiques qui sont les marqueurs au Burkina Faso depuis 1960.

4.2.4.1 La Période Pre-Sankariste de 1960 à 1983

Ce sont les années des péchés originels des élites Africaines en général qui ont renforcé la pauvreté et l'état de sous-développement hérités de la période coloniale. Au Burkina Faso, cette période est caractérisée par :

- **L'absence de conscience nationale** : Le nom "Haute-Volta" reflète une identité imposée par les colons. Les divisions ethniques et la corruption des élites locales incapables de développer et d'exécuter une stratégie pour créer les fondements d'un développement socio-économique.
- **Régime Autoritaire et Répressif** : Immédiatement après les indépendances, l'élite politico-militaire de la Haute Volta a perpétué le régime autoritaire et répressif du colon. Cette élite s'est retournée contre son propre peuple avec les méthodes répressives des colons maintenant sanctuarisées dans le Système du Parti Unique qui interdit tout débat contradictoire, et étouffe toute possibilité d'élaboration d'un consensus autour d'un programme commun de développement. Cette situation a été une des causes principales du déclenchement des premiers coups d'état.
- **Une Scandaleuse Dépendance alimentaire** : Le pays importe une grande partie de sa nourriture, malgré un potentiel agricole sous-exploité.
- **Un Analphabétisme massif** : Le taux de scolarisation est de 6 % en 1983, avec des inégalités criantes entre villes et campagnes.
- **Des Projets infrastructurels limités** : Quelques routes et écoles sont construites, mais le pays reste l'un des plus pauvres au monde, avec un taux d'alphabétisation inférieur à 6 % et une économie axée sur l'exportation de main-d'œuvre.
- **Un Conflit frontalier avec le Mali** : En 1974, les deux pays parmi les plus pauvres de la terre se sont même permis des affrontements militaires pour une bande de terre. Pourquoi ? A l'époque, les deux pays étaient dirigés par des régimes militaires issus de coups d'État récents (Lamizana en Haute-Volta, Traoré au Mali) et une grave sécheresse frappait la région, exacerbant les tensions sociales et économiques. Le conflit a donc aussi servi de diversion politique pour détourner l'attention des difficultés internes. Dans le Sahel, l'Histoire se répète et tourne en rond.
- **Mouvements syndicaux et étudiants** : Des grèves et manifestations (comme en 1975 et 1982) préfigurent la mobilisation populaire qui portera SANKARA au pouvoir.

En résumé, la Haute-Volta pré-SANKARA était un pays marqué par la pauvreté, l'instabilité politique et la dépendance étrangère. Il est vrai, les charges pesantes et débilitantes de la colonisation pesaient très lourdes sur ces élites politiques et militaires, encore peu nombreuses, incapables d'articuler une vision et un plan de développement économique pour leur peuple. A leur défense, nous voudrions emprunter à Kishore MAHBUBANI la réflexion suivante : **« Les compétences nécessaires pour lutter pour l'indépendance politique étaient différentes de celles requises pour la construction de la nation. C'est pourquoi de nombreux leaders de première génération dans le Tiers Monde ont échoué. Des dirigeants comme Sukarno, Kenneth Kaunda et Kwame Nkrumah étaient de grands combattants pour la liberté. Cependant, la plupart d'entre eux n'étaient pas de bons bâtisseurs de nation. A la différence au Singapour, Dr. Lee Kuan Yew était à la fois un combattant pour l'indépendance et un grand bâtisseur ».**

En Haute Volta comme ailleurs en Afrique après les indépendances et souvent encore aujourd'hui, au lieu de bâtir leurs nations, les élites sont devenues enivrées des attributs et privilèges du pouvoir qui est devenu leur unique objectif. C'est ce contexte et ces défis qui ont inspiré SANKARA à lancer sa révolution en 1983, visant à rompre avec ce passé pour construire une nation souveraine et digne. Bref, c'étaient les premières années perdues ; hélas ce ne seront pas les dernières années perdues pour le peuple burkinabè.

4.2.4.2 La Période Révolutionnaire de Thomas SANKARA ; 1983-1987

Parce que Thomas SANKARA est toujours considéré comme une icône de la Dignité Africaine même si son régime n'a duré que 4 ans, nous avons consacré beaucoup d'efforts et de recherches à analyser et comprendre ce qui a été fait durant cette période révolutionnaire tumultueuse, fougueuse, pleine de promesses et marquée par des réformes radicales et des erreurs et fautes stratégiques graves. Dans les paragraphes qui suivent, nous allons restituer la substance de nos recherches et de notre analyse.

Les Réformes :

- **L'autosuffisance alimentaire et les réformes agricoles** : SANKARA a lancé une réforme agraire visant à redistribuer les terres aux paysans et à promouvoir la production locale et l'autosuffisance alimentaire. Les terres agricoles, auparavant contrôlées par des chefs traditionnels ou des intérêts privés, ont été redistribuées aux paysans. Cette mesure visait à briser les structures féodales et à moderniser l'agriculture. Il a aussi interdit l'importation de fruits et légumes pour stimuler l'agriculture burkinabè. Ces mesures ont conduit à une augmentation significative de la production agricole, qui selon le rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation Jean Ziegler, ont permis au Burkina Faso de devenir autosuffisant sur le plan alimentaire en 1986.
- **L'éducation et la lutte contre l'analphabétisme** : SANKARA a lancé une campagne massive d'alphabétisation, faisant passer le taux de scolarisation de 6 % à 24 % sous son mandat. Il a également encouragé l'éducation des filles et la formation professionnelle ; les bases posées par SANKARA ont permis une reprise des efforts éducatifs après 2014.
- **Les droits des femmes** : SANKARA était un féministe avant l'heure : il a aboli la dot, interdit les mariages forcés et l'excision, et instauré des quotas pour les femmes dans les postes gouvernementaux (3 femmes ministres en 1983). Il a aussi décrété une "Journée des hommes au marché" pour sensibiliser aux tâches domestiques. Ces mesures ont laissé une empreinte durable. Aujourd'hui, des associations féminines burkinabè revendiquent encore son héritage.
- **Nationalisation des secteurs clés de l'économie** : Plusieurs entreprises stratégiques, notamment dans les secteurs miniers et agricoles ont été nationalisées (Société Voltaïque des Textiles (VOLTEX), et d'autres unités industrielles ont été placées sous contrôle étatique pour relancer la production locale et réduire la dépendance vis-à-vis des capitaux étrangers.
- **Fixation des prix des produits de base** : Le gouvernement a imposé des prix plafonds sur les denrées essentielles (comme le riz, le sucre et l'huile) pour les rendre accessibles aux populations pauvres. Des magasins d'État (comme les "Faso Yaar") ont été créés pour vendre ces produits à des prix subventionnés.
- **Programme Populaire de Développement (PPD) et le Plan Quinquennal 1986-1990** ont été lancés pour coordonner les investissements publics.

- **L'environnement et la lutte contre la désertification** : SANKARA a été un pionnier visionnaire. Il a lancé des campagnes de reboisement, obligeant chaque famille à planter des arbres. Ces initiatives ont inspiré des projets régionaux comme la "Grande Muraille Verte" (reprise par le Sénégal en 2007) et influencé les politiques environnementales actuelles au Burkina Faso. Il a aussi promu l'agriculture écologique, invitant des experts comme Pierre Rabhi, créateur du concept « Oasis en tous lieux », et Fondateur du mouvement Colibris et de l'association Terre & Humanisme.
- **L'identité nationale et la culture** : SANKARA a rebaptisé la Haute-Volta en "Burkina Faso" ("Pays des hommes intègres") et promu le port du faso dan fani (tissu traditionnel) pour valoriser la culture locale, deux des marqueurs identitaires forts, encore revendiqués par les mouvements panafricains et qui toujours font la fierté de tous les Burkinabès.
- **La résistance à la dette et l'anti-impérialisme** : SANKARA a refusé les prêts du FMI et dénoncé la dette africaine comme "illégitime" et son discours, le 29 juillet 1987 à l'OUA reste une référence pour les mouvements anti-dette.
- **Transparence financière et austérité gouvernementale** : Les comptes bancaires des fonctionnaires, y compris ceux de SANKARA lui-même, ont été rendus publics pour lutter contre la corruption. Les biens de l'État (comme les voitures de luxe) ont été vendus pour financer des projets sociaux. Le remplacement des voitures de luxe des ministres par des Renault 5, et la baisse des salaires des fonctionnaires (de 5 à 12 %), compensée par des mesures comme la gratuité des loyers pendant un an.

Les Erreurs et Fautes Stratégiques Graves du CNR

- **Autoritarisme et répression des oppositions** : En opposition ou comme une négation de ses réformes progressistes, le régime de SANKARA a rapidement versé dans des pratiques autoritaires. Les Comités de Défense de la Révolution (CDR), créés pour mobiliser la population et lutter contre la corruption, agissaient comme une milice, commettant des exactions et instaurant un climat de peur. Des opposants, (Syndicalistes et Politiciens) ont été réprimés, avec des arrestations et des licenciements massifs. Grève des instituteurs en 1984, où plusieurs enseignants ont été démis de leurs fonctions. Cette répression a aliéné une partie de la petite bourgeoisie intellectuelle et des forces sociales qui soutenaient initialement la révolution.

- **Décisions impulsives et mal préparées** : L'interdiction des importations de fruits et légumes pour promouvoir la production locale, était idéologiquement et économiquement cohérente pour un pays à vocation essentiellement agricole. Cependant la mise en œuvre de cette décision, a été mal préparée et a initialement perturbé les circuits économiques sans alternatives immédiates suffisamment développées. Il aurait fallu taxer les produits importés tout en favorisant l'émergence des producteurs locaux.
- **Refus Catégorique de l'aide étrangère** : Un refus catégorique et non sélectif de l'aide étrangère était une erreur grave. Ceci a limité gravement les ressources disponibles mobilisables pour accompagner les réformes et pour faire face aux défis économiques, dans un pays parmi les plus pauvres du monde. Il paraît qu'une aide de 500 tonnes de riz proposées par Moscou a été refusée. Dans le dernier Module de la présente série sur la Pauvreté et le sous-développement nous reviendrons plus longuement sur le problème des aides étrangères.
- **Sous-estimation des menaces internes et externes** : SANKARA, par idéalisme ou excès de confiance, a sous-estimé les tensions avec ses proches collaborateurs, notamment Blaise COMPAORE, qui orchestre son assassinat en 1987. Dans sa dernière interview, il nie les dissensions internes, affirmant sa foi en ses camarades, ce qui suggère une méconnaissance de la gravité des complots contre lui.
- **Faiblesse idéologique de la base révolutionnaire** : La révolution sankariste reposait sur une vision ambitieuse, mais les forces sociales (paysans, ouvriers) n'avaient pas toujours le niveau idéologique nécessaire pour comprendre et soutenir le rythme rapide des transformations. Cela a conduit à une déconnexion entre les idéaux de SANKARA et la capacité de la population à les assimiler, rendant certaines réformes impopulaires auprès de segments clés de la société.
- **Méconnaissance des Rapports de Force dans l'Ordre International**. Les bruyantes prises de position anti-impérialistes de SANKARA, notamment contre la France et la Côte d'Ivoire, ont créé des inimitiés puissantes, augmentant les risques pour sa sécurité sans qu'il ne prenne de mesures suffisantes pour se protéger et surtout bâtir des rapports de force pour assurer les succès de sa révolution. Pour nous tous, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, et encore aujourd'hui, on veut nous bercer et berner dans l'illusion que le Système de l'Ordre International est basé sur le droit et les traités. Non c'est faux. Il faut interroger l'histoire, ouvrir les yeux et écouter : le Système de l'Ordre International est un brutal Système de Rapport de Force.

Il y a plus de 2400 ans Thucydide a écrit : La petite île de Méléos a tenté de maintenir sa neutralité dans le conflit entre l'empire athénien et l'État en plein essor de Sparte. Les envoyés athéniens ont menacé Méléos de destruction s'ils ne se soumettaient pas, disant aux Méliens : « Les forts font ce qu'ils peuvent et les faibles souffrent ce qu'ils doivent. ». Voilà un résumé précis du Système de l'Ordre International. Ceci veut dire que les petits États peuvent souffrir énormément s'ils ne parviennent pas à comprendre les grands enjeux de pouvoir qui se déroulent dans leur voisinage et dans le monde pour définir et matérialiser leur vision stratégique de développement. Comme avant SANKARA et ses camarades, Sekou TOURE, Patrice LUMUMBA et Kwame N'KRUMAH, dans leurs combats de construction de leurs nations, ont commis la fatale erreur de ne point intégrer les rapports de force, les contraintes surnoises de la géopolitique, et les mécanismes de contrôle et de contraintes du monde occidental. Aujourd'hui encore, les dirigeants de la junte au pouvoir au Burkina Faso ne semblent toujours pas avoir appris la tragique leçon. Et pourtant il leur suffirait de regarder le Benin, le Sénégal et le Ghana ; Ces 3 pays loin d'être des valets de l'Impérialisme Occidental ou d'ailleurs, exécutent avec succès leurs stratégies de développement et de construction de la nation dans un monde toujours aussi clivant et hostile.

- **Modèle Economique du Socialisme Révolutionnaire** : Avec sa centralisation des moyens et capacité de production au niveau de l'état, ce modèle a historiquement montré ses limites dans sa capacité à sortir durablement les populations de la pauvreté. Le tout état centralisé détruit ou empêche les capacités de création de valeurs du secteur privé et des individus. Aucun Champion National privé n'a été créé durant cette période. Aucune source consultée ne fournit de chiffres exacts sur l'évolution annuelle du PIB en termes nominaux ou réels entre 1983 et 1987. La croissance économique semble avoir été modeste, car les réformes structurelles de SANKARA, bien qu'ambitieuses, se sont heurtées à des défis comme le manque de ressources, l'opposition interne et des tensions avec les partenaires étrangers.
- **Déficit de planification et d'Exécution Efficace** : En général, les diagnostics posés par SANKARA et ses camarades du Conseil national de la révolution (CNR), étaient pertinents ; Leurs plus graves erreurs proviennent de plusieurs causes dans la mise en œuvre des solutions :
 - Manque d'analyses rigoureuses des conséquences et résistances aux changements proposés.
 - Déficit récurrent de planification pour une exécution efficace

- Légèreté et naïveté dans les efforts de mobilisations des ressources matérielles et humaines nécessaires pour l'exécution efficace des décisions et nouvelles orientations
- Confusion entre Propagande et Communication/Education nécessaire pour expliquer les décisions, leurs conséquences, les efforts nécessaires et les bénéfices attendus.

En résumé, Thomas SANKARA, le leader révolutionnaire burkinabè, a mis en œuvre des réformes radicales durant ses quatre années au pouvoir (1983-1987). Bien que son assassinat en 1987 ait marqué la fin de sa révolution, certaines de ses politiques ont survécu et continuent d'influencer le Burkina Faso et au-delà. Thomas SANKARA a incarné une vision audacieuse et progressiste, mais son idéalisme, son autoritarisme, son incapacité à mobiliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre de ses réformes, et sa tragique erreur de sous-estimer les rapports de force de la géopolitique ont contribué à l'échec de sa révolution. Si ses réformes ont eu des succès notables (autosuffisance alimentaire, émancipation des femmes, lutte contre la corruption), elles ont parfois été menées à marche forcée, sans consensus suffisant, ce qui a fragilisé son régime. Sa mort tragique, orchestrée par son ancien allié Blaise COMPAORE, a amplifié son statut de martyr, mais elle a aussi mis en lumière les erreurs stratégiques qui ont précipité la fin de son projet révolutionnaire.

4.2.4.3 La Période de Blaise COMPAORE ; 1987-2014

Après avoir renversé Thomas SANKARA dans un coup d'état sanglant, Blaise COMPAORE a dirigé le Burkina Faso pendant 27 ans (1987-2014). Dans cette section, nous allons faire une analyse synthétique des principales réformes ou actions et les erreurs de ce long règne et de leurs conséquences.

Les Réformes ou Actions :

- **Politique de Rectification** : Cette politique a marqué une rupture nette avec l'idéologie révolutionnaire radicale du Conseil National de la Révolution (CNR) et une mise à l'écart du Discours d'Orientation Politique (DOP) de SANKARA, qui prônait l'autosuffisance, la lutte contre l'impérialisme et la transformation sociale radicale.
- **Contrôle de l'environnement politique du Burkina** : COMPAORE a multiplié la création séquentielle de partis : Le Front Populaire, une alliance de partis de gauche, a été fondé en octobre 1987 juste après sa prise de pouvoir à la suite du coup d'État du 15 octobre 1987.

- **Organisation pour la démocratie populaire/Mouvement du travail (ODP/MT)** créée en 1989. Ce parti était l'instrument politique principal de son régime après la période dite de rectification. Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP) fondé en 1996 a dominé la vie politique du Burkina Faso jusqu'à la révolte populaire de 2014.
- **Un alignement sur les exigences des institutions internationales :** Reprise des relations avec FMI et la Banque mondiale. Réouverture au capital étranger et aux institutions financières internationales qui a conduit à une augmentation de la dépendance à l'aide extérieure (près de 10 % du PIB dans les années suivantes) et à une explosion de la dette extérieure (multipliée par 2,5 en 20 ans). Abandon de certaines politiques de nationalisation et de contrôle des prix.
- **Réhabilitation des forces traditionnelles et Syndicales :** Cooptation des autorités coutumières et religieuses, auparavant marginalisées ou critiquées par le régime sankariste. Les chefs traditionnels sont désormais associés à la légitimation du pouvoir de COMPAORE, notamment par leur présence dans les cérémonies officielles et les médias d'État. Cette stratégie visait à élargir la base sociale du régime en intégrant des forces qualifiées auparavant de « rétrogrades ». Réduction de la pression sur les fonctionnaires et les syndicats.
- **Le Régiment de Sécurité Présidentielle (RSP) :** Créé en 1995, le RSP était une unité militaire d'élite chargée de la protection de COMPAORE. Le RSP a symbolisé la militarisation et les dérives autoritaires du pouvoir. Sa dissolution a été une revendication majeure de la transition démocratique, mais des anciens membres restent actifs dans l'armée, perpétuant des réseaux clientélistes et continuent à influencer la sécurité nationale.
- **Verrouillages constitutionnels :** Au détriment du développement d'une vraie stratégie de lutte contre la pauvreté et de développement socio-économique, COMPAORE a consacré beaucoup d'énergie et de ressources à la mise en place de plusieurs changements constitutionnels avec le seul objectif de son maintien au pouvoir :
 - 1. **Constitution de la IVe République (1991) :** Adoptée le 2 juin 1991, après la prise de pouvoir par COMPAORE en 1987. Un régime semi-présidentiel et limite le mandat présidentiel à un septennat renouvelable une fois. Élaborée sous contrôle du Front Populaire (parti de COMPAORE), excluant largement l'opposition, elle marque une transition formelle vers le pluralisme politique après des années de régime autoritaire.

- 2. **Révision constitutionnelle de 1997** : Un an avant les élections présidentielles de 1998, suppression de la limitation à deux mandats présidentiels. L'article 37 est modifié pour remplacer "renouvelable une fois" par simplement "renouvelable", permettant à COMPAORE de se représenter indéfiniment.
- 3. **Révision constitutionnelle de 2000/Retour à la limitation** : Sous la pression populaire après l'assassinat du journaliste Norbert Zongo (1998), COMPAORE rétablit la limitation à deux quinquennats (réduction du mandat de 7 à 5 ans). Mais COMPAORE exploite une clause de non-rétroactivité pour considérer ses mandats précédents comme "effacés". Ainsi, il se présente en 2005 et 2010 comme "candidat nouveau", contournant la limitation.
- 4. **Tentative de révision en 2014/Projet avorté** : COMPAORE envisage une nouvelle révision pour supprimer à nouveau la limitation des mandats et briguer un 3e quinquennat en 2015. Ce projet déclenche des manifestations massives, soutenues par l'opposition et la société civile, qui culminent avec l'incendie de l'Assemblée Nationale aboutissant à la démission et l'exil de COMPAORE.
- **Economie et Infrastructures : Des entreprises ont été créées IAMGOLD Essakane (2008)**, Issa Gold Nordgold (2013), Orange Burkina Faso (2006), Coris Bank International (2008), EBOMAF (1989). COMPAORE a modernisé un peu Ouagadougou (routes, aéroport, sièges d'institutions régionales) avec l'aide de la Chine, la Lybie, et de la France. Ces infrastructures ont permis de renforcer le rôle du Burkina dans la région (siège de l'UEMOA).
- **Les alliances régionales et internationales** : Création de la **Banque Arabo-Libyenne du Burkina (BALB)** pour faciliter les échanges commerciaux et les investissements libyens. COMPAORE s'est positionné comme médiateur dans les crises en Afrique (Côte d'Ivoire, Liberia, Tchad). Entre autres, COMPAORE a utilisé des transferts indirects de KADHAFI pour soutenir des groupes rebelles comme le Front patriotique national du Liberia (NPFL) de Charles Taylor.

Les Erreurs et Fautes Stratégiques Graves du Régime de CAMPAORE

- **Autoritarisme et répression des oppositions** : Sous les apparences démocratiques avec plusieurs partis, Blaise COMPAORE a mis en place un régime autoritaire et répressif qui a systématiquement exclu l'opposition de tous les débats et orientations socio-politiques. Les forces de sécurité ont tiré à balles réelles sur des manifestants en 2014.

- **Tentative de Monarchisation du Pouvoir** : Avec de multiples modifications constitutionnelles pour assurer un pouvoir continue. La dernière tentative a conduit à son exil en 2014.
- **Impunité et Répression Violente** : assassinat de Thomas SANKARA (1987) ; l'affaire Norbert Zongo, meurtre du journaliste investigateur qui dénonçait la corruption(1998).
- **Népotisme et Corruption** : Son régime a favorisé un système clientéliste ; Les proches (comme son frère François) et les loyalistes recevaient des postes clés, des marchés publics, et des avantages financiers. La corruption était généralisée, avec des détournements de fonds et des surfacturations.
- **Manque de Contrat Social de Développement** : Selon la Banque mondiale, le Burkina Faso a été classé tout au long de cette période comme une économie à faible revenu

Tableau 4.2.8 Évolution économique du Burkina Faso (1984–2014)

Année	PIB (Mds USD courants)	PIB/habitant (USD)	Dette publique (% du PIB)
1984	1,58	191	~70%
1990	2,34	220	~65%
1995	2,88	220	~80%
2000	2,99	220	~90%
2005	5,39	360	~35%
2010	8,89	560	~30%
2014	12,54	700	~32%

Il est peut-être un peu trop tôt, mais l'histoire va certainement juger Blaise COMPAORE très sévèrement. Par un coup d'état sanglant, Il a arrêté, sans une véritable alternative, l'élan du mouvement Sankariste, qui malgré ses nombreuses erreurs et excès, avait fait un diagnostic pertinent de l'état du Burkina Faso. Ensuite COMPAORE a gaspillé 27 années de stabilité politique et de paix sans permettre l'émergence d'une Alliance nationale et de Champions Nationaux pour créer le socle du développement d'une prospérité partagée.

4.2.4.4 La Période Post COMPAORE ; 2014-

Nous reproduisons ici le Tableau 4.2.3 qui présente certains indicateurs économiques couvrant exclusivement cette période.

	Tableau 4.2.3 Burkina Faso: Evolution Indicateurs (2014-2023)									
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
PIB 2014-2023 (\$Md USD)	12.6	12.9	13.1	14.2	14.9	15.7	16.6	17.5	18.6	19.7
PIB/Capita 2014-2023 (\$ USD)	732	737	734	765	790	817	843	871	895	918
Taux de Croissance du PIB (%)	4.3%	4.0%	5.9%	6.3%	6.8%	6.9%	1.9%	6.9%	5.6%	4.8%
Taux de la Dette (%PIB)	27.3%	29.5%	30.6%	32.2%	35.1%	37.4%	46.9%	49.8%	53.7%	55.6%
Taux de l'inflation	0.50%	1.00%	0.50%	1.50%	2.00%	5.40%	1.90%	3.50%	18.20%	0.70%

Au Burkina Faso, durant les 10 dernières années (2014-2023) l'augmentation du PIB a été seulement de 56.4% et le PIB/Capita a connu une augmentation de seulement 25.4%, ce qui implicitement signifie que la croissance démographique a détruit le peu de progrès économique. En 2014, le PIB/Capita mondial (\$10823) est 14.7 fois celui du Burkina Faso. En 2025 ce ratio est 14.3 et n'a donc pratiquement pas changé. **Concrètement, le Burkinabè moyen et le Burkina Faso se sont appauvris en 10 ans. Le lecteur attentif ne devrait pas être surpris par ce résultat désolant et accablant. Nous avons identifié 5 facteurs dont la conjugaison des effets pervers explique ce recul.**

1. **Insécurité, Rebellions at Attaques Jihadistes** : Les deux principaux groupes jihadistes actifs le GSIM (lié à al-Qaïda) et l'EIGS (État islamique au Grand Sahara) dans les zones les plus touchées (Nord, Est, Sahel, Centre-Nord) ont entraîné sur l'ensemble du territoire plus de 26 000 morts et plus de 2 millions de déplacés internes, avec effondrement des services publics et des moyens de production dans certaines régions. L'insécurité causée par les attaques Jihadistes et les conflits intercommunautaires est la première cause de la persistance de la pauvreté et du sous-développement au Burkina Faso pour trois raisons :

- *Perturbation et Destruction des capacités de production (Agriculture, Elevage, Artisanat, Ecoles,..) par les actes terroristes et les conflits intercommunautaires.*
- *L'insécurité endémique est la principale justification brandie par les juntes pour les interventions et changements inconstitutionnels du pouvoir d'état.*
- *Allocations disproportionnées des ressources financières de l'état pour la lutte contre l'insécurité au lieu d'être dédiées aux projets de développement socio-économique.*

“This is a perfect Storm”

Les Tableaux 4.2.9 et 4.2.10 présentent les listes chronologiques des attaques et conflits avec une estimation des victimes et impacts.

Tableau 4.2.9 Attaques Jihadistes au Burkina Faso (2014–2025)

Date	Lieu	Auteurs Principaux	Nombre de Victimes	Impacts et Détails
15 janv. 2016	Ouagadougou (Hôtel Splendid)	AQMI (Al-Qaïda au Maghreb islamique)	30 morts	Première attaque majeure dans la capitale. Ciblait des civils et étrangers.
13–14 août 2017	Ouagadougou (Café Aziz Istanbul)	GSIM (filiale d’Al-Qaïda)	18 morts	Attaque contre un café fréquenté par des expatriés.
1–2 janv. 2019	Yirgou (Centre-Nord)	Milices Koglweogo (représailles communautaires)	49 à 210 morts	Massacre intercommunautaire après une attaque jihadiste.
4–5 juin 2021	Solhan (Nord-Est)	Non revendiqué (prob. EIGS ou GSIM)	138 à 160 morts	Attaque la plus meurtrière connue à ce jour. Village entièrement ravagé.
11 juin 2022	Seytenga (Nord)	EIGS	86 morts	Ciblait des civils dans un marché.
20 avril 2023	Kourakou et Tondobi (Est)	Suspecté EIGS	44 morts	Attaque coordonnée sur deux villages.
20 nov. 2023	Djibo (Nord)	GSIM	70 morts	Embuscade contre un convoi humanitaire escorté par l’armée.
25 mars 2024	Karma (Nord)	Forces armées (accusées par témoins)	136 morts	Massacre présumé de civils en représailles.
3 fév. 2025	Tin-Akoff (Sahel)	EIGS	52 morts	Attaque contre un détachement militaire et des civils.

Tableau 4.2.10 Récapitulatif des conflits intercommunautaires au Burkina Faso (2014–2025)

Date	Lieu	Ethnies/Auteurs impliqués	Type de conflit	Nombre de victimes	Impacts principaux
2015	Zabré (Centre-Est)	Mossi vs Peuls	Conflit agropastoral	12 morts	Déplacement de populations, destruction de biens agricoles
2017	Arbinda (Sahel)	Peuls vs Dogons (influences maliennes)	Conflit identitaire et sécuritaire	25 morts	Représailles communautaires, radicalisation accrue
2019	Yirgou (Centre-Nord)	Mossi (Koglweogo) vs Peuls	Représailles après attaque terroriste	210 morts (estimés)	Déplacement massif, tensions ethniques exacerbées
2020	Barga (Nord)	Peuls vs Gourmantchés	Conflit foncier et sécuritaire	15 morts	Perte de bétail, destruction de villages
2021	Solhan (Sahel)	Groupes armés non identifiés	Attaque communautaire ciblée	160 morts	Exode rural massif, traumatisme collectif
2022	Seytenga (Sahel)	Groupes armés vs civils (Peuls ciblés)	Nettoyage ethnique présumé	86 morts	Crise humanitaire, polarisation communautaire
2023	Madjoari (Est)	Groupes armés vs civils	Conflit sécuritaire à coloration ethnique	50 morts	Isolement de la commune, rupture des services sociaux
2024	Kompienga (Est)	Peuls vs Gourmantchés	Conflit agropastoral et sécuritaire	18 morts	Tensions foncières, perte de moyens de subsistance
2025	Dori (Sahel)	Mossi vs Peuls	Représailles communautaires	30 morts (estimés)	Fermeture des marchés, méfiance interethnique accrue

2. Instabilité Politique et Absence de Plan d'Actions de Développement : Le Programme d'Action du Gouvernement – Reformes des systèmes de santé (gratuité des soins), la modernisation et la construction des infrastructures initiées par R.M.C KABORE ont perdu leurs priorités à partir du coup d'état de 2022. Le Peuple Burkinabè continue d'assister impuissant à la trahison récurrente de son élite politico-militaire et à la succession des coups d'état vrais ou faux : 2014- Isaac Zida (transition militaire post-insurrection) ; 2015 - Gilbert Diendéré (tentative échouée) ; 2022 (janvier) – Paul Henri Sandaogo Damiba ; 2022 (septembre) - Ibrahim Traoré ; 2023 : Abdoul Aziz Aouoba, Boubacar Keita, Cheikh Hamza Ouattara, Christophe Maiga (tentative déjouée). L'élite politico-militaire Burkinabè demeure enchaînée dans les slogans souverainistes, les automatismes autoritaires, et un tropisme passéiste de programmes économiques et des nationalisations qui ont failli.

3. Le Rôle et les impacts des "Champions Nationaux", Le Tableau 4.2.11 ci-dessous montre bien le scope et les impacts limités des Champions Nationaux au Burkina Faso.

Tableau 4.2.11 Champions Nationaux du Burkina Faso et leurs Impacts

Entreprise	Actionnaires principaux	Année de création	Secteur d'activités	Emplois (estimés)	Contribution fiscale annuelle (Mds FCFA)	Part estimée dans le PIB (%)
EBOMAF	Mahamadou Bonkougou (privé burkinabè)	1989	BTP, infrastructures	2 000+	8 à 10	~0,5 %
Coris Bank International	Idrissa Nassa (privé burkinabè)	2008	Banque, finance	1 500+	12 à 15	~0,7 %
BRAVO (ex-Brakina)	Groupe Castel (France)	1955	Brasserie, boissons	1 000+	18 à 20 (accises, TVA)	~0,9 %
SN-SOSUCO	État burkinabè & privés	1968	Agroalimentaire (sucre)	800+	2 à 3	~0,2 %
SONABEL	État burkinabè	1954	Énergie, électricité	2 500+	Subventionnée, faible retour fiscal direct	~1,0 %
Orange Burkina Faso	Groupe Orange (France)	2006 (rachat)	Télécommunications	600+	25 à 30	~1,2 %
Bissa Gold (Nordgold)	Nordgold (Russie)	2013	Mine d'or	1 200+	40 à 50 (redevances, IS, douanes)	~2,5 %
IAMGOLD Essakane	IAMGOLD (Canada)	2008	Mine d'or	2 000+	60 à 70	~3,0 %

Ensemble, les Champions Nationaux au Burkina Faso occupent 11600 employés directs, ont une contribution fiscale annuelle de \$198 Mds FCFA, et représentent 10% du PIB annuel. C'est peu, vraiment trop peu pour servir de vecteurs importants d'un développement socio-économique inclusif. Cependant, avec une Alliance pour un pacte de Développement Economique dans un pays apaisé et une Gouvernance efficace, le potentiel est réel pour devenir des vecteurs de croissance et de prospérité partagée.

4. Envois de fonds des Burkinabè de la Diaspora : Les envois de fonds des Burkinabè de la diaspora (Côte d'Ivoire, France, Italie, et États-Unis) jouent un rôle crucial dans l'économie et le développement social du Burkina Faso et représentent une source majeure de financement extérieur pour le Burkina Faso. L'apport financier de la Diaspora, dépasse souvent l'aide publique au développement (APD) et rivalise avec les investissements directs étrangers (IDE). En moyenne la diaspora burkinabè transfère environ 200 milliards de FCFA par an, un montant supérieur à la contribution fiscale des Champions Nationaux. **Ces fonds constituent jusqu'à 22 % du budget des ménages bénéficiaires, contribuant ainsi à l'équilibre des finances familiales** et à la balance des paiements du pays. Historiquement, les flux de transferts ont fluctué, passant de 187 millions USD en 1988 à 50 millions USD en 2003, en partie à cause de crises économiques et politiques en Côte d'Ivoire. **Les fonds envoyés vont directement aux ménages, réduisant le gaspillage et améliorant l'accès à l'éducation, à la santé, à l'alimentation, et au logement. Environ 25 % de ces fonds sont épargnés ou investis, notamment dans l'agriculture, ce qui stimule la production et la création d'emplois. Les envois de fonds augmentent lors des crises (conflits, sécheresses), permettant aux familles de couvrir des besoins essentiels.** Les coûts élevés des transactions, en moyenne 7.8 % (jusqu'à 40 % des fonds peuvent être absorbés par les intermédiaires dans certains cas) en Afrique subsaharienne demeurent un problème régional qui plombe le formidable levier d'investissement que représentent les contributions de la Diaspora. Au Burkina Faso, les contributions substantielles de la diaspora servent d'abord à supporter la consommation et ne rentrent pas dans la chaîne de création de valeurs et de développement économique. Elles permettent la survie des ménages !

5. Le Rôle des ONGs

Les organisations non gouvernementales (ONG) jouent un rôle crucial au Burkina Faso, particulièrement dans un contexte marqué par des crises sécuritaires, humanitaires et économiques. En 2021, le Secrétariat Permanent des Organisations Non Gouvernementales (SPONG), qui regroupe 259 ONG nationales et internationales, a injecté **179,61 milliards de FCFA** (environ 274 millions d'euros) dans le développement du Burkina Faso. Ces fonds ont soutenu la mise en œuvre des politiques publiques dans des secteurs clés :

- **Programmes éducatifs et Santé Communautaire** : Des ONGs comme Unitas et l'AFVP soutiennent l'éducation des enfants vulnérables via des programmes comme KAMTENGA (éducation, art, culture, sport), et la promotion de la participation communautaire dans des projets éducatifs locaux.

La solution numérique nomade Woubibox, développée par la Coalition Nationale pour l'Éducation Pour Tous (CN-EPT/BF) avec le soutien de l'AFD, permet l'accès à des contenus éducatifs sans connexion Internet dans les zones touchées par l'insécurité.

- **Réponse aux besoins humanitaires dans les zones sous blocus** : Par les projets financés par le Plan de Réponse Humanitaire (HRP) en 2022 (**320 millions d'euros**) les ONG ont couvert les besoins essentiels de 58 % des 2,2 millions de déplacés internes et des 4,7 millions de personnes nécessitant une assistance.
- **Soutien aux Activités génératrices de revenus (AGR)** : Principalement pour les femmes et les jeunes, à travers des programmes comme **TEEL TAABA** (empowerment des femmes) ou des projets d'agriculture durable soutenus par le Fonds International pour le Développement Agricole (**FIDA**), qui a investi environ 225 millions d'euros sur plusieurs décennies, dont une partie entre 2014 et 2023.
- **Promotion des droits humains : Le Mouvement Burkinabè des Droits de l'Homme et des Peuples (MBDHP)**, créé en 1989, et **l'Association Burkinabè pour la Promotion d'un État de Droit et la Défense des Libertés (APED-LIBERTES)**, fondée en 1990, sensibilisent les populations et luttent contre les violations des droits humains. Ces ONG ont joué un rôle clé dans la promotion de l'état de droit et la défense des paysans face aux abus.

Le Contexte sécuritaire depuis 2015 avec 50 % du territoire hors contrôle entrave l'accès des ONG aux populations, particulièrement dans le nord, l'est, et l'ouest. Les ressources, limitées, disponibles sont donc orientées en priorité vers les problèmes créés par la crise sécuritaire au lieu de servir au combat contre l'extrême pauvreté et le sous-développement. De plus, la crédibilité et l'efficacité de certaines ONGs sont plombées par des problèmes de gouvernance interne, de cumuls de pouvoir, de manque de transparence, ou de captation des ressources ! Comble du malheur, au lieu d'accompagner plus efficacement les priorités et les actions des ONG, la Junte post-2022, par sa répression (conscriptions, fermetures d'espace civique) menace la liberté d'action des ONG et en 2024 a suspendu plusieurs ONG!



4.2.5 Analyses et Conclusions

Le Burkina Faso, pays sahélien et enclavé, colonie française jusqu'en Août 1960, dispose de quelques ressources naturelles mais n'est tout de même pas une puissance minière comme la République Démocratique du Congo, l'Afrique du Sud ou la Guinée. De plus, ce pays, menacé depuis 10 ans par une rébellion terroriste jihadiste interne est, en raison de sa géographie et de son climat, l'un des pays les plus vulnérables aux catastrophes naturelles causées par les effets du changement climatique. C'est donc dire que pour son développement socio-économique, le Burkina Faso doit relever des défis dantesques mais pas impossibles. D'autres pays dans des situations comparables ont réussi à sortir de la pauvreté extrême et du sous-développement.

Malheureusement, les résultats de nos recherches exposés plus haut dans ce document conduisent à la désolante et affligeante conclusion : ***Le Burkina Faso est en voie de sous-développement et risque de continuer de s'enfoncer dans l'extrême pauvreté.***

A la section 4.2.4.4, pour expliquer le recul des 11 dernières années, nous avons identifié 5 facteurs que nous résumons ici :

1. **Insécurité, Rebellions at Attaques Jihadistes** : Perturbation et Destruction des capacités de production, justifications des coups d'états et du système répressif, et immobilisations de ressources qui auraient dû servir au développement
2. **Instabilité Politique et Absence de Plan d'Actions de Développement** : L'élite politico-militaire Burkinabè demeure enchaînée dans les slogans souverainistes, les automatismes autoritaires, et un tropisme passéiste de programmes économiques et des nationalisations qui ont failli.
3. **Rôle Marginal des "Champions Nationaux"** : Ils représentent moins de 10% du PIB et ne sont pas encore **des vecteurs de croissance et de prospérité partagée.**
4. **Contribution des Burkinabè de la Diaspora** : Au Burkina Faso, les contributions substantielles de la diaspora servent d'abord à supporter la consommation et ne rentrent pas suffisamment dans la chaîne de création de valeur et de développement économique. Elles permettent la survie des ménages !
5. **Les ONG** : Contrairement au Bangladesh, les ONG ici se concentrent aux crises humanitaires et non aux causes structurantes de l'extrême pauvreté.

Le premier facteur cité ci-dessus, même s'il est devenu la mère de tous les problèmes au Burkina Faso, n'est apparu qu'à partir de 2015 et est le résultat de déficiences antérieures.

Le second facteur est apparu très tôt et doit être considéré comme une des causes originelles du cas Burkinabè.

Les trois derniers facteurs ne sont pas des causes structurantes de la persistance de la pauvreté et du sous-développement. Ce sont plutôt des leviers ou vecteurs qui peuvent être utilisés dans une stratégie pour accélérer, avec plus ou moins de succès, un plan d'actions de développement économique.

A travers notre « Deep Dive » et notre analyse croisée et chronologique des événements depuis les indépendances en 1960, nous avons découvert six (6) problématiques que nous considérons être les Causes fondamentales structurelles « **Structural Root Causes** » de la persistance de l'extrême pauvreté et de la trajectoire du sous-développement au Burkina Faso :

1. **L'Héritage de la Colonisation** : En Haute Volta, dans un climat de répression et de violence structurelle, la France a laissé une situation particulièrement calamiteuse et désespérante : Taux de pauvreté autour de 80%, Taux d'alphabétisation en dessous de 5%, Taux de fertilité entre 7 et 6 enfants, Taux de mortalité infantile entre 150-200 décès pour mille naissances, économie agricole de subsistance, et exportation de la main d'œuvre principalement vers la Côte d'Ivoire. Une indépendance obtenue dans ces conditions mais avec tous les attributs apparents de la souveraineté, (Une Présidence, une Assemblée Nationale, un Gouvernement avec des ministres, une Armée, une Police et une Gendarmerie nationales) est une assurance garantie pour accentuer le sous-développement. ***A l'indépendance, tout en contrôlant la source des revenus externes (le commerce des produits et la monnaie), la France a laissé au gouvernement local des coûts budgétaires qui n'existaient pas sous le régime colonial. C'est le fondement machiavélique du néocolonialisme ! Plus de 60 ans après, il y a des séquelles qui doivent encore être éliminées.***
2. **Régime Autoritaire et Répressif** : Immédiatement après les indépendances, l'élite politico-militaire de la Haute Volta a perpétué le régime autoritaire et répressif du colon. Cette élite s'est retournée contre son propre peuple avec les méthodes répressives des colons maintenant sanctuarisées dans le Système du Parti Unique qui interdit tout débat contradictoire, et étouffe toute possibilité d'élaboration d'un consensus autour d'un programme commun de développement. ***Ici au Burkina Faso comme hélas presque partout ailleurs en Afrique ce fut la première trahison des élites envers leur peuple.***
3. **Absence d'Alliance et de Plan d'Action pour le Développement** : A l'exception de SANKARA qui a initialement pris le pouvoir avec une vraie Alliance et un Programme, tous les autres leaders du Burkina Faso sont venus au pouvoir sans programme précis. Ils se sont rapidement enfermés dans un système de pensée unique pour la solution qu'ils veulent face aux problèmes urgents du moment.

Sous le parapluie d'un slogan souverainiste et de lutte contre la corruption, ils n'ont proposé aucune Vision et aucun Plan Stratégiques conçus avec un minimum de consensus national pour pouvoir mobiliser les populations et les ressources pour la mise en exécution. ***Il n'y a pas de référence historique connue d'un pays qui s'est développé par hasard : Il faut une vision, un plan et une exécution acharnée, laborieuse et sans concession.*** Ceci est le préalable le plus important pour amorcer une trajectoire durable de développement. En lieu et place de vision et plan stratégiques de développement, les élites de la Haute Volta devenue Burkina Faso (Pays des Hommes Intègres) ont chaque fois mis en place des stratégies d'accaparement du pouvoir et de captation des ressources à leurs seuls profits. ***Voici donc leur seconde trahison.***

4. Instabilité Politique : Au Burkina Faso, la valse des coups d'Etat à répétition est le résultat direct de l'Autoritarisme, de l'absence de Vision et de Plan Stratégiques de développement, et des tentatives d'accaparement du pouvoir des régimes successifs. Chaque nouveau régime essaie d'effacer, jusque dans l'administration de l'état, le peu de réalisation du régime précédent en sacrifiant les expertises accumulées et souvent en détruisant les réalisations physiques. La continuité de l'état se fait par la mise en place de nouveaux réseaux de corruption et de tentative d'accaparement du pouvoir. ***Depuis les indépendances, le Burkina Faso n'a jamais connu une passation républicaine du pouvoir entre deux présidents élus dans le respect du calendrier constitutionnel.***

5. Absence ou Faiblesse de Champions Nationaux ou d'Acteurs Sociaux Economiques Indépendants : La faiblesse et la gouvernance fragile des acteurs socio-économiques ont conduit à leur incapacité à prendre le relais pour porter des projets de luttres contre la pauvreté et le sous-développement. Ce constat constitue une situation aggravante de pauvreté et de sous-développement. En effet l'histoire de certains pays initialement très pauvres a montré que l'existence de Champions Nationaux et Acteurs Socio-économiques performants permet un développement relatif et surtout devient un accélérateur quand la gouvernance de l'état s'améliore et qu'une alliance de développement économique se met en place. ***L'Absence ou Faiblesse de Champions Nationaux ou d'Acteurs Sociaux Economiques Indépendants constitue la troisième trahison des élites Burkinabè.***

6. Insécurité, Rebellions at Attaques Jihadistes : Dans la section 4.2.1.2, nous avons identifié les causes majeures : Défaillances étatiques et Crise sécuritaire post-COMPAORE, la Pauvreté, la Marginalisation des zones rurales, et les Conflits intercommunautaires, et les Influences régionales avec la porosité des frontières avec le Mali et le Niger. Même si la problématique sécuritaire n'est apparue qu'à partir de 2015 et est le résultat de déficiences antérieures, elle est devenue la mère de tous les problèmes au Burkina Faso.

Voilà les six problématiques qui constituent les « Structural Root Causes » de la persistance de l'extrême pauvreté et du développement du sous-développement au Burkina Faso.

Malgré une croissance économique moyenne de 5 % par an entre 2014 et 2024 avec un environnement dantesque, le PIB par habitant n'a progressé que de 2.6 % en raison de la forte croissance démographique. La distribution de la croissance nationale demeure toujours très inégale. Selon le PNUD, les 20 % les plus riches ont un revenu moyen sept fois supérieur aux 20 % les plus pauvres et près de 45,6 % des jeunes de 15-24 ans ne sont ni en emploi, ni en éducation, ni en formation, reflétant une précarité importante .

En conclusions de notre analyse, nous retenons que le Burkina Faso est plutôt en voie de Sous-développement

Que doivent faire les élites Burkinabè ?

A travers les travaux d'une Conférence Nationale Inclusive sur la Paix et le Développement, les élites Burkinabè doivent créer un Front ou une Alliance pour le Développement et mettre en place **un Plan Burkina Faso 2035** qui doit contenir des actions exécutables pour résoudre **les 6 « Structural Root Causes »** identifiées ci-dessus.

La priorité doit être donnée à la résolution de la Problématique Sécuritaire. Nous insistons : ***La réponse doit être régionale (UEMOA, CEDEAO) et globale avec des partenaires stratégiques qui ont des intérêts objectifs à éradiquer le terrorisme jihadiste dans la région. Cette solution régionale et globale doit impérativement suivre une approche intégrée combinant développement rural, justice sociale, dialogues intercommunautaires, et collaborations actives avec tous les Pays limitrophes et soutenue par une action militaire massive et coordonnée.***

Maintenant, les élites politiques, militaires, et économiques sauront-elles faire face à ce défi et créer une telle Alliance avec un tel Plan Burkina Faso 2035 pour permettre à leur pays de quitter les abysses de l'extrême pauvreté et emprunter le sentier qui mène vers le Couloir vertueux du développement en dépit ou à cause des alternances politiques ? La question est ainsi posée.

NB : Merci d'envoyer vos commentaires, observations à :

ThinkTank MAKEDA Intelligence

Spero.mensah@jemsmartgroup.com ou contact@makedaintelligence.org



MAKEDA[®]

Intelligence

LABORATOIRE DE RÉFLEXION STRATÉGIQUE AFRICAIN

Contact

MAKEDA Intelligence — Là où l'Afrique s'exerce à la lucidité pour réaliser ses Grandes Ambitions.



COTONOU, BENIN



CONTACT@MAKEDAINTELLIGENCE.ORG



WWW.MAKEDAINTELLIGENCE.ORG



+1 425 241 8379 / +229 01 50 01 15 74

ANNEXE



BURKINA FASO ANNEXE 1

4.2.2.1 Le Secteur Agricole

Pivot économique du Burkina Faso, l'agriculture emploie environ 80% de la population et contribue à 30% du PIB. Le secteur agricole est structuré autour de 3 filières :

1. Céréales vivrières : Dominées par le mil, le sorgho, le maïs, le riz et le fonio, ces cultures constituent la base de l'alimentation locale. La production céréalière a atteint 1,6 million de tonnes en 1987 sous l'impulsion des politiques de Thomas Sankara. Les figures 4.2.1.a – 4.2.1.c montrent les évolutions et variations de la production céréalière au Burkina Faso de 1983 à 2024.
2. Coton : Le coton est la principale culture d'exportation du Burkina Faso, représentant environ 60 % des recettes d'exportation et 65 % des revenus monétaires des ménages producteurs. Plus de 350 000 exploitations agricoles, soit environ 5 millions de personnes (30 % de la population), dépendent directement ou indirectement de cette filière. Les Figures 4.2.2 et 4.2.3 montrent les évolutions de la production et des revenus de la Filière Cotonnière qui depuis 1983. La filière a connu une trajectoire de croissance jusqu'au début des années 2000, suivie d'une période de volatilité et d'un déclin marqué depuis 2016. Les revenus ont été affectés par la baisse de la production (de 682 940 tonnes en 2016-2017 à 286 623 tonnes en 2024-2025), l'insécurité, les aléas climatiques, et la hausse des coûts des intrants. Bien que des subventions et des mesures de relance aient été mises en place, les revenus des producteurs restent sous pression.
3. Sésame : Production d'environ 60 000 tonnes en 2012, est majoritairement exportée.

Figure 4.2.1.a : Evolution de la Production Céréalière sous SANKARA

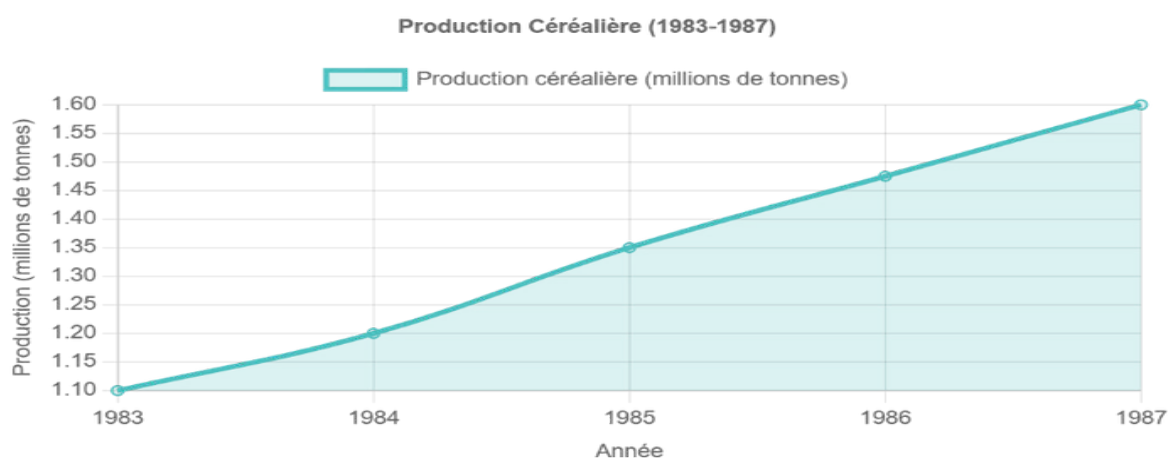


Figure 4.2.1.b : Evolution de la Production Céréalière sous COMPAORE

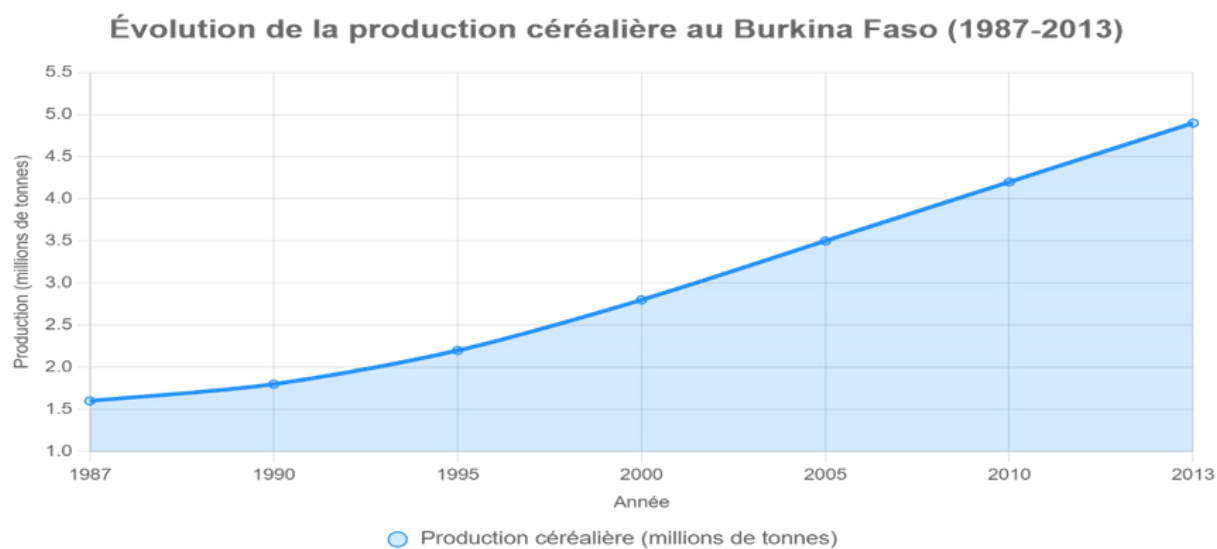


Figure 4.2.1.c : Evolution de la Production Céréalière Post COMPARE

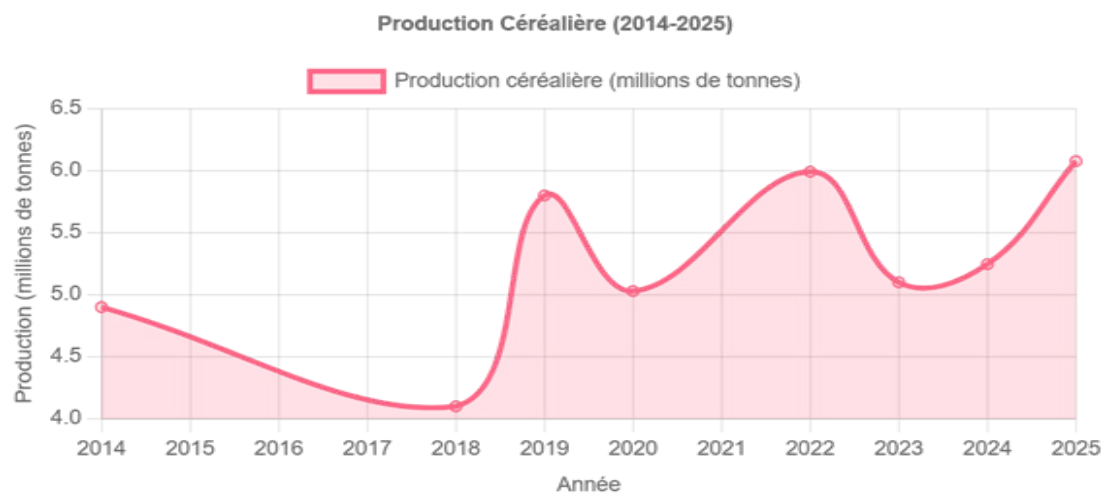
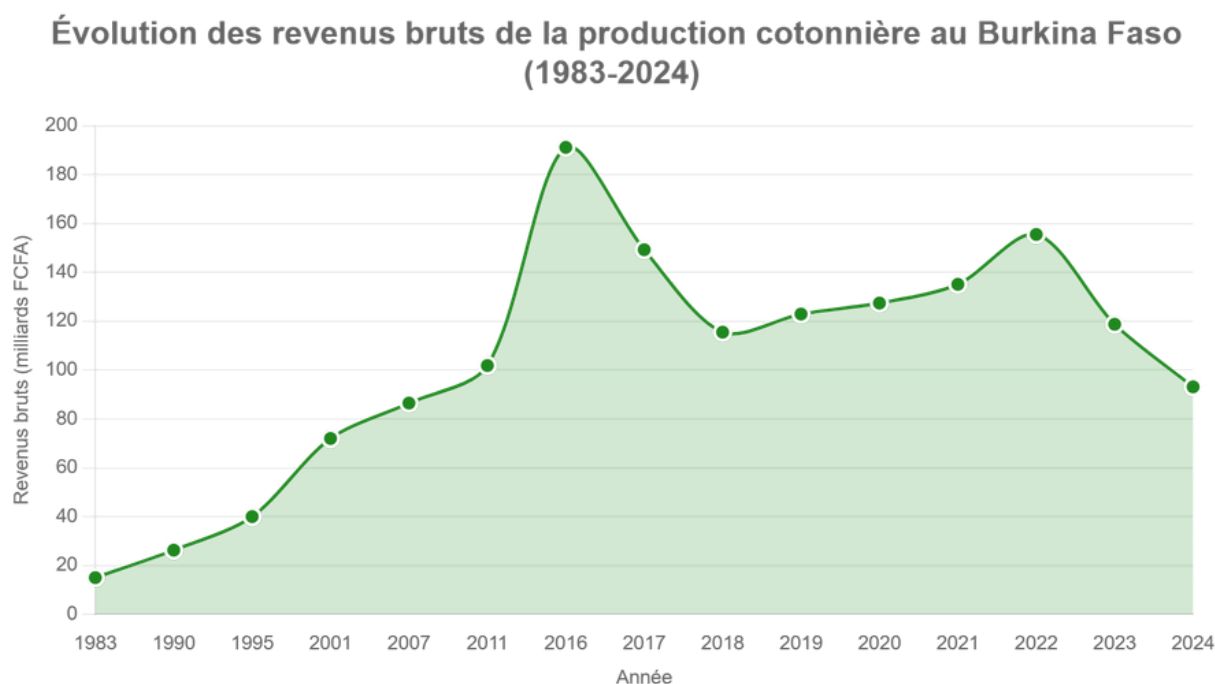


Figure 4.2.2 : Evolution de la Production Cotonnière Post COMPARE



Figure 4.2.3 : Revenus (Milliard FCFA) de la Production Cotonnière (1983-2024)



4.2.2.2 Le Secteur Minier

Selon les données aujourd'hui connues, le Burkina Faso n'est pas une puissance minière comme la République Démocratique du Congo, l'Afrique du Sud ou la Guinée. Cependant, le secteur minier, principalement axé sur l'or, est devenu un pilier central de l'économie du

Burkina Faso au cours des 10 dernières années, marquant une transition d'une économie traditionnellement agricole vers une économie minière. Le Tableau 4.2.2 montre pour 2023, les principales filières minières et leurs impacts économiques.

Tableau 4.2.2 Principales Filières Minières du Burkona Faso

Filière	Production (2023)	Revenus (FCFA)	Population affectée
Or (industriel + artisanal)	57,35 tonnes	2 136,45 milliards (exportations) : 594,82 milliards (revenus nets pour l'Etat)	Environ 1,3 million de personnes
Zinc (mine de Perkoa)	~6,9 millions de tonnes (cumul 2013-2019)	Non précisé pour 2023	Non précisé
Manganèse (Tambao)	Projet non encore pleinement exploité	Potentiel de 107 millions de tonnes	Non précisé
Cuivre (Gongondy, Diénéméra)	Potentiel de 973 661 tonnes	Non précisé	Non précisé
Phosphates (Kodjari)	Réserves estimées à 60 millions de tonnes	Exploitation locale (engrais)	Populations agricoles locales

Le Burkina Faso est le quatrième ou cinquième producteur d'or en Afrique et l'or reste la première richesse minière du pays, représentant plus de 77 % des exportations même si 90 % de la production artisanale d'or n'est pas déclarée, ce qui limite les recettes fiscales et la transparence.

Les Figures 4.2.4 et 4.2.5 montrent l'évolution de la Production et des revenus du secteur minier.

Figure 4.2.4 : Evolution de la Production Minière (tonnes)

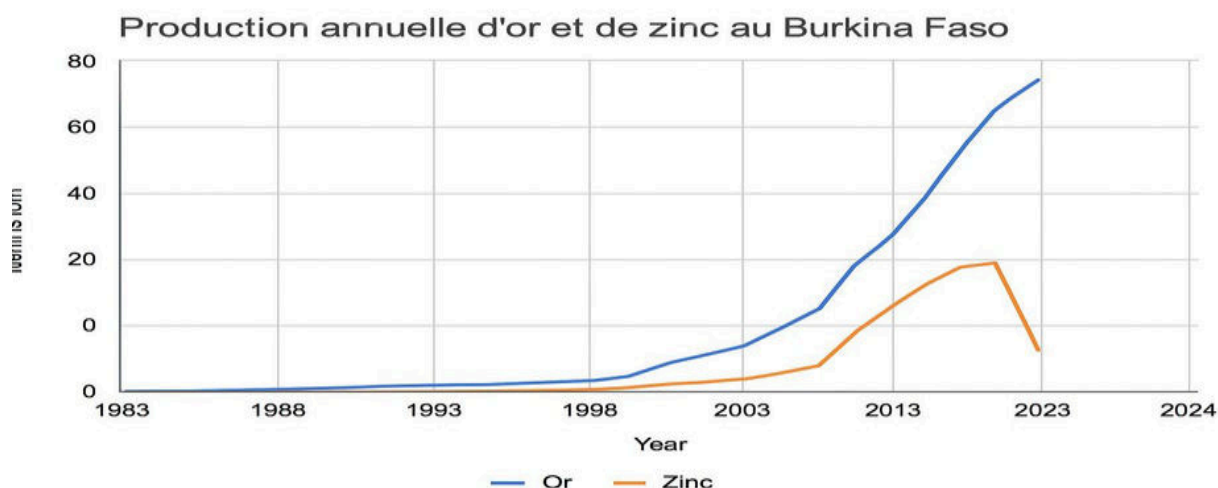
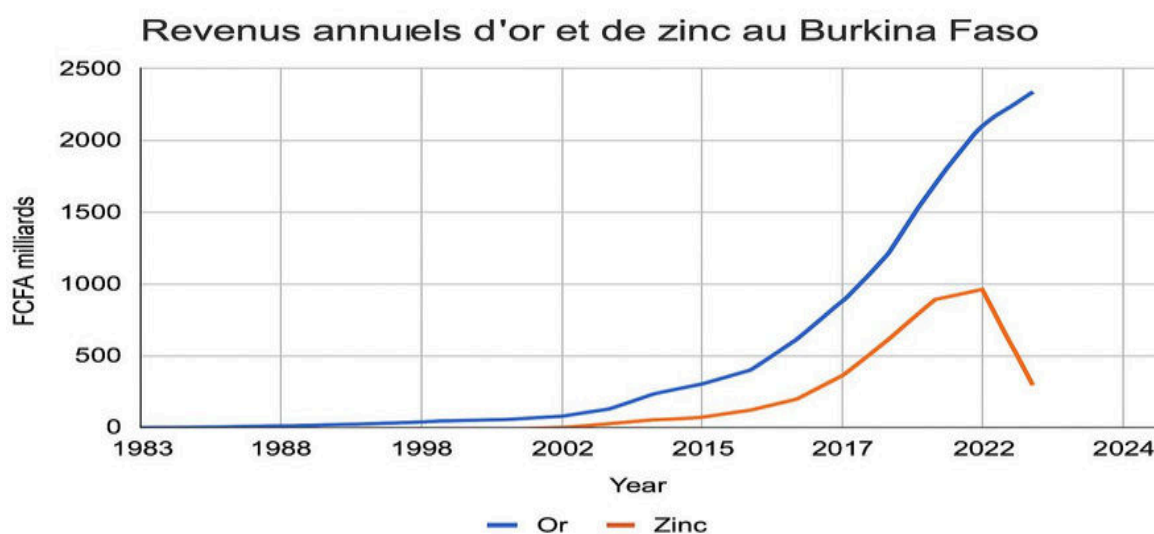


Figure 4.2.5 : Evolution des Revenus du Secteur Minier



En 2024, le secteur aurifère burkinabè a produit 61,469 tonnes d'or, dont 53,375 tonnes issues des mines industrielles. Le reliquat a été collecté auprès des acteurs artisanaux et semi-mécanisés. Le secteur, qui pèse environ 20 % des recettes fiscales, a contribué aux revenus de l'État à hauteur de 548 milliards de F CFA. Le secteur minier contribue aussi directement à la construction d'infrastructures (écoles, dispensaires, routes) et à des programmes de développement local.

Malgré ces chiffres, le secteur minier n'a pas réussi à créer un effet d'entraînement significatif sur les autres secteurs, fonctionnant comme une "économie d'enclave" et des liens faibles avec le reste de l'économie. Les populations locales près des sites miniers n'ont souvent pas bénéficié des retombées attendues, certaines devenant même plus pauvres.

Les figures ci-dessus montrent que depuis environ 2019, l'insécurité liée aux attaques djihadistes a fortement impacté le secteur, entraînant une baisse de la production d'or (13,7 % en 2022 par rapport à 2021) et du zinc avec les fermetures de :

- ☐ Plusieurs mines d'or (Aresso, Nord Gold, Bouroum, Riverstone Karma, Bounbou, Bounbou),
- ☐ Centaines de sites d'exploitation artisanale de l'or avec perte d'emplois pour des milliers de mineurs artisanaux (près de 5 % de la population)
- ☐ La mine industrielle de Zinc de Perkoa en 2022 avec chute brutale de la production, passant de 166300 tonnes en 2021 à seulement 13 tonnes en 2022.

Les groupes armés, affiliés à l'État islamique ou à Al-Qaïda, contrôlent ou extorquent des sites miniers. Une étude de Reuters a révélé que près de la moitié des attaques terroristes au Burkina Faso ont lieu à moins de 25 km de sites aurifères. Ils contrôlent ou extorquent des sites miniers pour financer leurs opérations. On estime qu'ils ont généré jusqu'à 140 millions de dollars depuis 2016 grâce à l'or.

Pour se conformer aux injonctions de la nouvelle convention minière introduite par la junte au pouvoir, les opérateurs miniers encore présents ont accepté de céder 5 % supplémentaires de leur capital à l'État via la Société de participation minière du Burkina Faso (Sopamib). Ces augmentations de parts concernent notamment les permis déjà en exploitation, parmi lesquels ceux de grands groupes tels que les Canadiens Iamgold et Orezon, le britannique Endeavour Mining, le russe Nordgold ou encore l'australien West African Resources. Fin 2023, ces opérateurs ont versé à l'État burkinabè des recettes estimées à plus de 595 milliards de FCFA.

La crise sécuritaire au Burkina Faso illustre l'interconnexion entre ressources naturelles, instabilité politique et violence armée. Le secteur aurifère, vital pour l'économie, est devenu à la fois une cible et un levier pour les groupes terroristes avec des pertes de recettes fiscales pour l'état et un facteur d'insécurité et d'appauvrissement pour les populations. Nous l'avons déjà souligné plus haut, le tout militaire se trouve de plus en plus dans une impasse. La recherche d'une solution durable nécessiterait une approche intégrée et une réponse multidimensionnelle combinant sécurité, gouvernance, développement rural, justice sociale, et dialogue communautaire pour briser ce cycle